L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 31 JUILLET 1877. 50me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. MARDI MATIN, 31 JUILLET.

L'Esprit de la Presse américaine.

Dans la subite et redoutable crise que le pays vient de traverser, l'esprit de la presse américaine a été à peu près unanime sur les points les plus importants. Les journaux même qui ont exprimé les plus vives sympathies pour les grévistes ont blâmé sévèrement l'emploi de la violence par les ouvriers en grève; et quant aux émeutes qui ont suivi le mouvement elles ont excité dans toute la presse une énergique réprobation. Voici quelques extraits du journaux de New York qui indiquent l'esprit général de la presse américaine :

TRIBUNE.

Grève est toujours une calamité publique. Il n'est pas à l'affliction américaine que les progrès pour augmenter et améliorer la condition des pauvres aient été encore troublés et retardés aux différends élevés entre le vieux, le plus ancien et le plus fréquent des systèmes des gros salaires perdus que de répéter que le patron a le droit d'entendre et de prendre ou de refuser l'ouvrier, et qu'il lui plaît pour quelque cause ou sans cause. La difficulté ne gît pas dans une dénégation formelle de l'un ou l'autre de ces droits. C'est une tentative de contrôler par force ou intimidation la conduite de ceux qui désirent accepter les conditions offertes. Cette tentative, chaque fois qu'elle se produit, n'importe sous quel prétexte, est un acte de guerre contre la liberté du travail et contre la paix de la société, et elle doit être réprimée, sans hésitation ni compromis, avec une vigueur inflexible.

Le grévisté qui interrompt par force ou intimidation le travail des autres eur une voie publique, est donc coupable d'un double crime—crime contre les travailleurs dont il attaque la liberté, et crime contre la société par l'arrestation de l'échange régulier des marchandises. Pour la prévention et la punition de ce crime les plus rigoureuses mesures devraient être prises, et leur exécution ne devrait pas être laissée au courage, à l'indépendance ou à la fidélité d'un fonctionnaire local. Les habitants d'Etats éloignés sont exposés à des pertes, par ce crime. C'est un délit contre le pays entier, et s'il n'est pas puni rigoureusement par les autorités locales, ce doit être pris par le gouvernement général.

2ÈME ARTICLE.

Le devoir présent de tous les bons citoyens est très clair. Aucune discussion des relations entre le travail et le capital n'est opportune en présence de la crise immédiate. La question de la plus haute importance, celui qui règne dans l'ombre toutes les autres, c'est de savoir si nous aurons l'ordre ou le chaos. Quel que soit le but que les grévistes du chemin de fer Baltimore and Ohio se sont proposé, une chose est certaine : ils ont réussi à mettre sur pied un grande démonstration contre la paix et le bon ordre du pays entier. Son caractère malfaisant et dangereux est très clairement démontré par les rapports de destruction de propriété et de sacrifice d'existence.

Le devoir présent est d'être calme et ferme. Il sera généralement admis que ceci n'est pas tant une révolte du travail honnête contre la tyrannie du capital, qu'une explosion d'oisiveté et de vice profitant d'une perturbation des rapports normaux entre patrons et employés pour inaugurer l'émeute et l'anarchie et y trouver une occasion de pillage. Les auteurs du mal sont en premier lieu les démagogues qui prétendent représenter les intérêts des classes laborieuses sans faire eux-mêmes un seul jour de travail du commencement au bout de l'année, et en second lieu la classe des vagabonds, qui saisit cette occasion de désordre et de pillage. Au moment où ces lignes sont écrites, ces hommes touchent presque au terme de leurs saturnales. Des éruptions ainsi grandes et subites d'excitation et de colère s'épuisent promptement d'elles-mêmes.

Nous sommes au milieu de ce qu'il est raisonnable d'espérer un rajustement final des relations, résultant de seize ans au moins de conditions contre nature de la vie sociale et commerciale. Nous avons fort à supposer qu'avec l'absorption de ce point, les perturbatrices dans les rangs de la grève, et à peu près dans les rangs de la police, et à la fin, à un seul coup, nous aurons fini avec la grève, et nous serons bientôt de retour à un état de choses où les différends du travail et du capital seront bien plus rarement portés à la violence et à la guerre, et où ceux qui ont été blessés par les conditions actuelles de la vie sociale et commerciale, et qui en auront fini avec la violence et le pillage, trouveront que leur condition matérielle et mentale, comme celle des ouvriers de ce pays composent les neuf dixièmes de la population.

Nos moyens pour atteindre notre but peuvent se résumer en un mot : *Exproprier la propriété*. Par le suffrage nous obtiendrons la majorité dans les législatures, et nous décrétons que toute la propriété à l'Etat. L'Etat administrera la propriété dans l'intérêt du peuple, juste comme il administre le service des postes, l'armée et la marine. La propriété appartient à l'Etat, et l'Etat doit en avoir la direction.

Pour parler clairement, nous entendons agir comme cet agitateur abolitionniste il y a quelques années. Il est agité, agité, jusqu'à ce qu'ils soient arrivés à leur fin. Il l'a tout emporté sur le Sud par le suffrage, et ils sont devenus le gouvernement. Les gens du Sud ont voulu résister et se sont révoltés. Le gouvernement a "exproprié" leur propriété esclave. Maintenant, ne voyez-vous pas que les ouvriers sont en esclavage, et qu'ils sont à la merci des capitalistes ? Eh bien, nous entendons faire ce qu'ont fait les abolitionistes ; premièrement, agiter ; secondement, obtenir la majorité, et ainsi devenir le gouvernement du pays.

Pourquoi les ouvriers ne deviendraient-ils pas libres ? Pourquoi la fabrique Singer, par exemple, ne serait-elle pas sous le contrôle des hommes qui y travaillent ? Pourquoi la fabrique ne serait-elle pas conduite sous le plan de la coopération ? C'est là ce que nous voulons,—nous voulons que tout ouvrier soit son maître.

Nous sommes communistes ; mais nous ne comprenons pas d'avis de diviser la propriété. Cela a déjà été fait, et le gros de la propriété a été à quelques riches. Nous sommes d'avis de donner la propriété à l'Etat, c'est à dire au peuple tout entier, au lieu de quelques uns. Les communistes français l'entendaient ainsi.

Nous n'avons nulle envie de combattre, à moins que ce ne soit pour notre défense. Nous triompherons par le suffrage ; mais si la minorité se révolte, comme les gens du Sud se sont révoltés, nous les vaincrons comme le Nord a vaincu le Sud.....

Mais les idées de Schwab ont encore bien du chemin à faire pour devenir une réalité. Le grand meeting de Tompkins Square organisé par lui à New-York a été un fiasco au dire de tous les journaux. Voici ce que dit à ce sujet le *Herald* :

L'assemblée des communistes a fait un véritable fiasco. Les douze résolutions ont fatigué la foule. Les orateurs ont avoué que le mouvement n'a aucune force, et les sentiments qu'ils ont exprimés, quand ils sortaient de la bastille, réveillaient à tous les ouvriers américains. La police, immobile, regardait dans un respectueux silence, et quand la séance a été levée, l'assemblée n'est dispersée en bon ordre, ce qui a montré la sagesse dont les autorités ont fait preuve en permettant le meeting.

Il y a un point sur lequel nous voulons donner un conseil aux ouvriers de New-York. Un des orateurs a remarqué qu'il y a dans l'Ouest des millions d'acres de terres incultes, et que cependant ici, dans l'Est, il y a des gens qui meurent de faim. Il a montré la vérité, mais sans en faire l'usage convenable. Il y a beaucoup de terres incultes dans l'Ouest le gouvernement les offre pour rien à ceux qui veulent s'y établir. Si les ouvriers des chemins de fer ou les ouvriers de toute autre catégorie sont mécontents de leur sort, pourquoi ne vont-ils pas prendre cent soixante acres des fermes d'*Oncle Sam* ? Voilà le vrai remède à leurs maux.

Et nous pouvons dire aux grévistes que pendant qu'ils perdent leur temps en combinaisons, en organisations, et leurs ressources en grèves, les hommes sensés de leur classe se retirent tranquillement sur les terres de l'Ouest et y deviennent indépendants. C'est ainsi que le citoyen américain s'affranchit d'une position désagréable.

La *Tribune* publie les discours et les caractères ainsi :

On sera surpris de voir combien presque tout ce qu'ils disent est vague, creux et incohérent. Ce pourrait être malfaisant sans le robuste sens commun des grandes masses du peuple américain, parmi lesquelles ni communisme ni autres semblables folies ne peuvent aller bien loin. Pour les désemparer entièrement il suffit de les écouter.

L'EFFET DE LA CRISE AMÉRICAINE EN FRANCE.—Les émeutes qui viennent d'avoir lieu dans les grandes villes américaines et qui n'ont pu être réprimées qu'après plusieurs jours de désordres accompagnés d'actes de vandalisme, ont dû produire une profonde sensation en France, où les républicains citent toujours la république américaine comme un modèle à suivre et comme une preuve de l'excellence de cette forme de gouvernement. La dépêche suivante est la seule information reçue sur l'effet produit par les récents évènements.

Paris, 29 juillet—Les troubles en Amérique excitent un intérêt intense dans toute la France. Les républicains craignent que l'effet ne soit favorable au plan de Mac-Mahon sous le prétexte que le républicanisme signifie nécessairement le communisme, l'effusion de sang et le désordre complet de la société.

La crise américaine donnera à réfléchir à ceux qui, séduits par l'attrait des doctrines libérales, seraient tentés de désarmer le pouvoir, en le livrant à un parti politique que ses engagements obligent à supprimer une grande partie au moins des garanties qui assurent l'ordre dans un pays profondément divisé par les compétitions des partis, et où le maintien du principe d'autorité peut seul prévenir l'anarchie.

L'OPINION SUR LA GRÈVE AMÉRICAINE.—Londres, 26 juillet—Les nouvelles des Etats-Unis ont causé une profonde impression en Angleterre. Les journaux expriment l'espoir que le gouvernement réussira à réprimer l'insurrection. Le *Daily Telegraph* cependant dit : "Le rapt n'a jamais été la manière administration de diriger les directeurs de chemins de fer ont donné aux employés la tentation et l'occasion de se mettre en grève."

La bonduite du gouverneur Williams, de l'Indiana, qui a déclaré ne pas vouloir intervenir entre les compagnies et les grévistes, a causé une pénible impression. La faute des personnes, en Angleterre, qui précèdent les actions du chemin de fer américains ne peut croire que le gouverneur d'un Etat de l'Union se refuse à protéger le droit de propriété.

Londres, 26 juillet—Le correspondant berlinois du *Post* dit que les socialistes allemands font des souscriptions pour les grévistes de chemins de fer américains.

LES CHEMINS DE FER ET LA CAMPAGNE ÉLECTORALE.—M. le ministre des travaux publics a adressé aux directeurs des compagnies de chemins de fer la lettre suivante, que nous avons, par le dernier paquebot, que M. Paris enfend charger les compagnies elles-mêmes de sa police électorale :

Paris, le 9 juillet 1877.

Messieurs, les compagnies de chemins de fer emploient un personnel nombreux à un service public dont l'exploitation leur est confiée par l'Etat ; aussi, depuis longtemps, dans un intérêt d'ordre et de sécurité, a-t-il paru nécessaire de soumettre les agents des compagnies à la surveillance de l'administration.

Vous savez qu'aux termes du décret du 27 mars 1852, l'administration a le droit de révoquer ou de prononcer la révocation des agents des compagnies. Dans les circonstances actuelles, je n'hésiterai pas, tout en respectant l'entière liberté des opinions et de vote à user de mes pouvoirs à l'égard des agents qui mettraient au service d'une propagande hostile au gouvernement l'influence qu'ils tirent de leurs fonctions.

Mais, dans l'intérêt même de ceux qui pourraient céder à de funestes entraînements, je crois bon d'avertir avant de sévir, et, le cas échéant, de ne point compter, à ce point de vue, de ce empressement que vous mettrez à faire connaître et respecter mes instructions.

Je vous prie, messieurs, en m'accusant réception de la présente dépêche, de me faire savoir les mesures que vous croirez devoir prendre pour que vos agents ne s'écartent pas de la ligne de conduite qui vient d'être tracée.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le ministre des travaux publics,
Signé : PARIS.

Conformément aux prescriptions de la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique, les compagnies de chemins de fer viennent de prévenir leurs employés qu'il leur est rigoureusement interdit de se livrer à une propagande radicale et que toutes leurs actions seront exactement surveillées. Il leur sera donné, au besoin, de fortes leçons par des exemples auxquels on donnera, dans toutes les gares, la plus grande publicité.

—On lit dans la *Patrie* :

Les membres de l'ancien centre gauche se montrent de moins en moins disposés à afficher leur alliance avec les radicaux et à se poser en adversaires du maréchal. Leurs professions de foi seront assez incolores et beaucoup moins républicaines qu'en 1876. Quant au chef du Pouvoir, le gardera-t-il soigneusement ? Il est vrai qu'ils seront ses adversaires et se borneront à faire une protestation peu accentuée contre le pouvoir personnel.

Les membres de l'ancien centre gauche auront donc pour tactique de tenir un langage qui puisse donner le change aux électeurs. Ces espérances seront déjouées par les conservateurs, qui sauront rappeler leurs votes, leurs votes et montrer dans toutes circonstances ils se liguèrent avec les radicaux et les intransigeants contre le maréchal.

—MM. de Meaux, Caillaux et Paris, ministres de l'agriculture, des finances et des travaux publics, viennent d'adresser à tous les fonctionnaires supérieurs dépendant de leurs administrations, une circulaire analogue à celle de M. Brunet, pour demander des renseignements sur l'attitude et l'opinion politique des employés placés sous leurs ordres.

JOURNAUX ILLUSTRÉS.—La librairie Hébert & Cie, coin Chartres et Bienville, vient de recevoir les numéros du 14 juillet de l'*Illustration* et du *Monde illustré*.

WASHINGTON & LEE UNIVERSITY.—Cette excellente Université est, on le sait, située à Lexington, en Virginie, et a pour président le général G. W. C. Lee. Les études y sont complètes et comprennent un cours classique, un cours littéraire et scientifique, un cours de droit et de génie civil. Les professeurs sont tous des hommes éminents. La prochaine session s'ouvrira le 20 septembre et se terminera le 26 juin 1878.

CHEMIN DE FER DE PONTCHARTRAIN—Jeudi prochain, 2 août, il partira un train pour le lac, toutes les demi-heures, à partir de midi, afin que toutes les personnes désireuses d'assister à la fête du Crescent City Rifle Club puissent y arriver à temps. On pourra se procurer des billets au bureau du New Orleans and Mobile Railroad, coin Camp et Commune, au dépôt du chemin de fer de Pontchartrain, rue des Champs Elysées, ainsi qu'à la station située au coin des rues Claiborne et Champs-Elysées.

BILLET GAGNANT.—M. R. H. Salter, D. M. rue Staniford 1 Boston, Mass., certifie qu'ayant acheté pour UNE piastre au Bureau de la Compagnie à la Nouvelle-Orléans, Louisiane, le billet No 1668 qui a gagné au tirage du 23 juillet de la loterie de la Louisiane, le troisième prix capital de cinq mille piastre, le montant lui en a été payé comptant et sur présentation au bureau de la Compagnie.

LE PALAIS DES MEUBLES.—Les ateliers et les magasins de Mr Jos. Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido, ressemblent en effet à un palais. Il s'y trouve un choix incomparable de meubles, et les prix de vente sont si modérés que nous nous rendons parfaitement compte de la vogue extraordinaire dont jouit cette maison.

La maison U. Marinoni, 69 rue Vieille-Levée, reçoit en débarquement du navire Ste Geneviève, de Bordeaux, des vins rouges de L. P. Baron, Coutreau fils et E. Lagarde & Co., du vieux cognac du champagne des marques réputées Louis Roederer et Geo. Goulet, de l'absinthe, du kirsch, des cerises à l'eau-de-vie, et de l'eau de Vichy Célestins.

LOUISIANE.

L'*Observateur*, de Pointe à la Hache, donne d'excellentes nouvelles des récoltes de cannes et de riz dans la paroisse Plaquemines et ajoute que la récolte d'oranges sera magnifique sur la rive droite, où les orangers n'ont nullement souffert des froids et des vents de l'hiver dernier.

Nous lisons dans la *Sentinelle*, de Thibodeaux :

Mr Gustave Boudreaux, maître de poste, s'est démis des fonctions de réviseur de paroisse, et M. E. Sancan a été nommé par le président du jury de police, pour remplir cette vacance.

—La Cour Suprême de l'Etat, siégeant à Monroe, Lac., a renversé le jugement rendu par le juge Beattie, à la dernière session de la Cour de District, dans l'affaire des élections contestées. Or, d'après cette décision, nous aurons encore pour shérif dans la paroisse Lafourche, le capt. L. A. Webre, qui a toujours rempli ses fonctions à la satisfaction générale, et pour coroner, Mr J. C. Ragan.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Départs

Partis hier soir par le chemin de fer de Jackson :

N. N. Gilmore, Mme E. N. Gilmore, San Francisco; T. E. Griffiss, Richmond, Va.; S. Rosenthal, New York, W. H. Lowe, Wilmington, N.C.; D. D. Morrison et Mac-Mahon sous le prétexte que le républicanisme signifie nécessairement le communisme, l'effusion de sang et le désordre complet de la société.

La crise américaine donnera à réfléchir à ceux qui, séduits par l'attrait des doctrines libérales, seraient tentés de désarmer le pouvoir, en le livrant à un parti politique que ses engagements obligent à supprimer une grande partie au moins des garanties qui assurent l'ordre dans un pays profondément divisé par les compétitions des partis, et où le maintien du principe d'autorité peut seul prévenir l'anarchie.

L'OPINION SUR LA GRÈVE AMÉRICAINE.—Londres, 26 juillet—Les nouvelles des Etats-Unis ont causé une profonde impression en Angleterre. Les journaux expriment l'espoir que le gouvernement réussira à réprimer l'insurrection. Le *Daily Telegraph* cependant dit : "Le rapt n'a jamais été la manière administration de diriger les directeurs de chemins de fer ont donné aux employés la tentation et l'occasion de se mettre en grève."

La bonduite du gouverneur Williams, de l'Indiana, qui a déclaré ne pas vouloir intervenir entre les compagnies et les grévistes, a causé une pénible impression. La faute des personnes, en Angleterre, qui précèdent les actions du chemin de fer américains ne peut croire que le gouverneur d'un Etat de l'Union se refuse à protéger le droit de propriété.

Londres, 26 juillet—Le correspondant berlinois du *Post* dit que les socialistes allemands font des souscriptions pour les grévistes de chemins de fer américains.

LES CHEMINS DE FER ET LA CAMPAGNE ÉLECTORALE.—M. le ministre des travaux publics a adressé aux directeurs des compagnies de chemins de fer la lettre suivante, que nous avons, par le dernier paquebot, que M. Paris enfend charger les compagnies elles-mêmes de sa police électorale :

Paris, le 9 juillet 1877.

Messieurs, les compagnies de chemins de fer emploient un personnel nombreux à un service public dont l'exploitation leur est confiée par l'Etat ; aussi, depuis longtemps, dans un intérêt d'ordre et de sécurité, a-t-il paru nécessaire de soumettre les agents des compagnies à la surveillance de l'administration.

Vous savez qu'aux termes du décret du 27 mars 1852, l'administration a le droit de révoquer ou de prononcer la révocation des agents des compagnies. Dans les circonstances actuelles, je n'hésiterai pas, tout en respectant l'entière liberté des opinions et de vote à user de mes pouvoirs à l'égard des agents qui mettraient au service d'une propagande hostile au gouvernement l'influence qu'ils tirent de leurs fonctions.

Mais, dans l'intérêt même de ceux qui pourraient céder à de funestes entraînements, je crois bon d'avertir avant de sévir, et, le cas échéant, de ne point compter, à ce point de vue, de ce empressement que vous mettrez à faire connaître et respecter mes instructions.

Je vous prie, messieurs, en m'accusant réception de la présente dépêche, de me faire savoir les mesures que vous croirez devoir prendre pour que vos agents ne s'écartent pas de la ligne de conduite qui vient d'être tracée.

Recevez, messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le ministre des travaux publics,
Signé : PARIS.

Conformément aux prescriptions de la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique, les compagnies de chemins de fer viennent de prévenir leurs employés qu'il leur est rigoureusement interdit de se livrer à une propagande radicale et que toutes leurs actions seront exactement surveillées. Il leur sera donné, au besoin, de fortes leçons par des exemples auxquels on donnera, dans toutes les gares, la plus grande publicité.

—On lit dans la *Patrie* :

Les membres de l'ancien centre gauche se montrent de moins en moins disposés à afficher leur alliance avec les radicaux et à se poser en adversaires du maréchal. Leurs professions de foi seront assez incolores et beaucoup moins républicaines qu'en 1876. Quant au chef du Pouvoir, le gardera-t-il soigneusement ? Il est vrai qu'ils seront ses adversaires et se borneront à faire une protestation peu accentuée contre le pouvoir personnel.

Les membres de l'ancien centre gauche auront donc pour tactique de tenir un langage qui puisse donner le change aux électeurs. Ces espérances seront déjouées par les conservateurs, qui sauront rappeler leurs votes, leurs votes et montrer dans toutes circonstances ils se liguèrent avec les radicaux et les intransigeants contre le maréchal.

—MM. de Meaux, Caillaux et Paris, ministres de l'agriculture, des finances et des travaux publics, viennent d'adresser à tous les fonctionnaires supérieurs dépendant de leurs administrations, une circulaire analogue à celle de M. Brunet, pour demander des renseignements sur l'attitude et l'opinion politique des employés placés sous leurs ordres.

JOURNAUX ILLUSTRÉS.—La librairie Hébert & Cie, coin Chartres et Bienville, vient de recevoir les numéros du 14 juillet de l'*Illustration* et du *Monde illustré*.

WASHINGTON & LEE UNIVERSITY.—Cette excellente Université est, on le sait, située à Lexington, en Virginie, et a pour président le général G. W. C. Lee. Les études y sont complètes et comprennent un cours classique, un cours littéraire et scientifique, un cours de droit et de génie civil. Les professeurs sont tous des hommes éminents. La prochaine session s'ouvrira le 20 septembre et se terminera le 26 juin 1878.

CHEMIN DE FER DE PONTCHARTRAIN—Jeudi prochain, 2 août, il partira un train pour le lac, toutes les demi-heures, à partir de midi, afin que toutes les personnes désireuses d'assister à la fête du Crescent City Rifle Club puissent y arriver à temps. On pourra se procurer des billets au bureau du New Orleans and Mobile Railroad, coin Camp et Commune, au dépôt du chemin de fer de Pontchartrain, rue des Champs Elysées, ainsi qu'à la station située au coin des rues Claiborne et Champs-Elysées.

BILLET GAGNANT.—M. R. H. Salter, D. M. rue Staniford 1 Boston, Mass., certifie qu'ayant acheté pour UNE piastre au Bureau de la Compagnie à la Nouvelle-Orléans, Louisiane, le billet No 1668 qui a gagné au tirage du 23 juillet de la loterie de la Louisiane, le troisième prix capital de cinq mille piastre, le montant lui en a été payé comptant et sur présentation au bureau de la Compagnie.

LE PALAIS DES MEUBLES.—Les ateliers et les magasins de Mr Jos. Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido, ressemblent en effet à un palais. Il s'y trouve un choix incomparable de meubles, et les prix de vente sont si modérés que nous nous rendons parfaitement compte de la vogue extraordinaire dont jouit cette maison.

La maison U. Marinoni, 69 rue Vieille-Levée, reçoit en débarquement du navire Ste Geneviève, de Bordeaux, des vins rouges de L. P. Baron, Coutreau fils et E. Lagarde & Co., du vieux cognac du champagne des marques réputées Louis Roederer et Geo. Goulet, de l'absinthe, du kirsch, des cerises à l'eau-de-vie, et de l'eau de Vichy Célestins.

Une extradition nécessaire.

On n'a pas oublié le compagnon de Pierre Bertin et de Gustave Bordelais, le fameux Henry Petrie qui, il y a quelque trois ou quatre ans, escroqua nuitamment un vol chez le Dr. Saml. Choppin, rue du Camp, où il s'était introduit nanti d'armes dangereuses, vol pour lequel il fut condamné au pénitencier à perpétuité.

Après y avoir passé une année, il s'évada avec ses deux camarades qui furent repris et qui se trouvent maintenant dans la prison d'Etat. Mais Petrie fut plus adroit. Il déjoua tous les efforts de la police de la Nile-Orléans et partit pour Cincinnati où il commit un nouveau vol de sa façon pour lequel il fut arrêté et condamné à quatre ans de pénitencier à Columbus, Ohio.

Il avait donné un faux nom, mais son vrai nom ayant été découvert, et les autorités de l'Ohio, sachant qu'il avait été condamné en Louisiane aux travaux forcés pour la vie, écrivirent au colonel Loan, ex-chef de police, pour lui demander s'il voulait avoir l'homme. Loan répondit affirmativement, mais le colonel James, fermier du pénitencier, ne put offrir assez d'argent pour payer le voyage d'un officier à Columbus, où se trouve encore par conséquent Petrie. Si on ne l'envoie pas chercher cependant, comme son terme est déjà expiré à moitié, dans la prison de l'Ohio, on serait exposé de nouveau ici dans deux ans, à ses entreprises nocturnes. Il y a donc nécessité à le réinstaller à Baton Rouge, quels que soient les frais que pourrait occasionner une mission pareille.

Accident fatal.

Le train de huit heure et demie de la rue du Canal au Lac a écrasé Louis Sincer, jeune garçon de 15 ans, au moment où le train qui s'était arrêté à l'endroit désigné sous le nom de Half way House, quittait la station pour venir en ville. Il paraît que Sincer était descendu et qu'en voulant regagner le dernier char, il est tombé entre les roues et celles de devant qui lui ont passé sur le corps. Transporté chez son père rue Calliope 228, le malheureux Louis a expiré à 10 heures dimanche soir.

Tentative de suicide

Dimanche soir, une femme du nom de Mme Baptiste ou de Mme Christine, a été retenue par des passagers au moment où elle s'élançait du ferry du quatrième district dans le fleuve. Elle a dit que son mari avait voulu faire passer pour folle afin d'avoir la libre disposition de son bien et qu'elle avait voulu lui en donner toute facilité en mettant fin à sa vie. Mme Baptiste ou Christine ne paraît pas avoir l'esprit très sain.

La foudre.

Le tonnerre est tombé, samedi matin, sur les fils du télégraphe d'alarme au coin de la rue Solidelle et de l'avenue des Champs Elysées. Le poteau télégraphique planté à cette encoignure a été fendu et deux autres poteaux, situés dans la même avenue, entre les rue Solidelle et Claiborne, ont été très fort endommagés.

Triste scène de famille.

Dimanche matin, à 1 heure et demie, une que-elle s'est élevée dans le salon de Mme Duffy, rue Girod, près de la rue du Commerce, entre un nommé Jane Duffy, et cette dernière a reçu un coup de couteau au côté droit. Il paraît que Wilcox s'était marié, il y a quelque temps, à Mme Duffy, la mère de la blessée, et doit de cette dernière qui s'était fortement opposé à ce mariage. C'était un sujet continuel d'altercations entre eux. Dans un moment de forte irritation Wilcox s'est parmis d'insulter la belle fille en se servant d'une arme meurtrière.

Jane Duffy a été transportée à l'hôpital où sa blessure a été déclarée très sérieuse. Wilcox s'est enfuit après l'avoir commis, mais il a été atteint par le caporal Dwyer qui l'a fait écrouer à la station centrale.

Patrick Casey, qui était avec Wilcox au moment de la querelle, a été arrêté comme accessoire.

Trouvé dans un seau.

Samedi soir, sur les 5 heures, un jeune garçon de couleur, nommé James Pinkins, âgé de 13 ans, a été trouvé dans un seau devant la rue Monroe. Pinkins, atteint d'une fièvre, a été envoyé à l'hôpital. Il a dit qu'après avoir été employé sur l'habitation Whitehead, paroisse St. Charles, il était allé à Carrollton, où, ne sachant ou aller il s'était jeté dans un seau et avait dérivé jusqu'au moment où il a été recueilli au quai de la Nouvelle-Orléans.

Noyé.

Dimanche matin, sur les 10 heures, John Muller, marin du brick *Orient*, est tombé dans le fleuve pendant qu'il passait sur la planche pour regagner son navire, et s'est noyé. On dit que Muller était pris de boisson.

Explosion.

Hier matin, une lampe à huile de charbon a fait explosion rue Derbigny 130, brûlant les mains de Lucy Harris et les jambes de son enfant. Heureusement les brûlures ne sont pas graves.

Enquête.

Le coroner Roach a ouvert hier une enquête relative à l'accident de chemin de fer qui a eu lieu dimanche soir, à l'extrémité de la rue du Canal. Après l'audition de plusieurs témoins qui n'ont rien vu, mais qui ont entendu signaler la cause d'un passager sur la voie ferrée, la séance a été levée et sera reprise ce soir à six heures. Les témoignages ont établi que le wagon sur lequel la victime, le jeune Louis Sincer avait voulu monter, n'a ni plate-forme, ni escalier et appartient à la ligne de la rue Bienville.

Un empoisonnement involontaire.

Une nommée madame Hammon et son fils âgé de sept ans, demeurant rue Ste Anne, au No 336 se sont empoisonnés involontairement hier dans la journée, en mangeant sans les avoir fait cuire, des champignons sauvages que leur avait donnée une femme de couleur. Le docteur Ranoé qui a vu la mère et l'enfant, a déclaré hier soir qu'ils étaient hors de danger.

TEMPÉRATURE.—30 juillet 1877.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 du matin.....	82	28
Midi.....	90	32
3 P.M.....	94	34
6 P.M.....	91	33

Visite au navire.

Hier matin, une délégation de la Société de Bienfaisance des Cordonniers, s'est rendue auprès du maire par *intérim* pour lui expliquer qu'une assemblée avait été tenue pour dimanche matin dans le but d'expédier les affaires régulières de la société, mais plus particulièrement pour réprouver, en vue de l'état de grève où se trouve le Nord, toute tentative de grève ou de mécontentement entre les patrons et les employés. La société a été étonnée de trouver dans la salle un certain nombre d'hommes de police qui l'ont obligée à quitter délibération. Les délégués viennent donc demander au maire s'il est vrai qu'ils soient des gens suspects en raison de la conduite de leur société. Le Col. Denis a répondu qu'il était toujours depuis plusieurs jours de convocation de sociétés et qu'en outre les cordonniers devaient se réunir dans le même but et que 500 ouvriers boulangers devaient s'assembler eux-mêmes. Croyant, d'après ce qui s'était passé au Nord, que certaine émissaires des communistes pouvaient se trouver ici et que lactique de crise dont fait il valait mieux laisser de côté la question du travail, il avait ordonné au chef de police de supprimer, pour le moment, dans l'intérêt du peuple, toutes les meetings.

Si les cordonniers lui avaient fait part de leurs véritables intentions quand ils lui ont fait demander de venir, il aurait pu leur volontiers une force de police pour les mettre à l'abri de toute intervention de la part de élément turbulent, et il sera toujours disposé à agir ainsi en cas pareil besoin.

Les délégués ont dit qu'ils étaient satisfaits de cet arrangement et, après avoir réitéré l'assurance qu'ils étaient loyaux et tranquilles, ils se sont retirés.

Les ouvriers cordonniers.

La Société des ouvriers cordonniers avait convoqué un meeting dans le salon de bière de Zimmerman, rue Bienville No 51, à 10 heures du soir hier. Mr. Joe Stoll, président de la société et environ une vingtaine de membres étaient réunis, quand un officier de police a paru et a annoncé que par ordre du chef de police, le meeting ne pouvait avoir lieu. Cette opposition a indigné les membres et quelques uns voulaient ne pas s'y soumettre, mais après une heure de discussion l'assemblée s'est graduellement dispersée.

Le président a dit que la société avait sa charte et qu'il ne croyait pas que la police eut le droit d'intervenir dans ses délibérations, mais, néanmoins, il ne voulait pas désobéir à la loi.

Mr. Muller, un des membres, a dit que l'objet du meeting était d'améliorer les prix payés aux cordonniers, les prix actuels n'étant pas suffisants pour le soutien de leurs familles et le payement de leurs loyers.

La Société des cordonniers est déjà organisée depuis plusieurs années, mais il y avait plus d'un an qu'elle n'avait pas été convoquée.

Changement de destination.

Un de nos confrères dit que la grève a été, sous un rapport, avantageuse à la Nouvelle-Orléans. Les producteurs de fruits sur la ligne du chemin de Jackson, ne pouvant envoyer leurs fruits au Nord, les expédient vers notre ville, où ils font fort bonne affaire qu'ils y remarque depuis quelques jours. On vend maintenant les pêches à 30 cents la boîte.

C'est vrai, mais nous croyons que les fruits, qu'on vend sur nos marchés maintenant, y seraient toujours venus, parce que, très certainement, grève ou non, ils ne vendent mieux ici qu'ils ne se vendraient au Nord où ces sortes de fruits sont très communes.

La succession McDonough.

Il semble que nous soyons à la veille de voir renouveler tous les procès occasionnés par la succession McDonough. Nombre d'avocats, dans ces derniers temps, se sont livrés à l'examen des cartes de propriété apparentes à la dite succession, et comme ils ne voudront pas avoir travaillé pour rien, il faut s'attendre à un renouvellement de procédures judiciaires pour mettre à la raison possession de ces biens qui composaient les vastes domaine du vieux célibataire.

Plan relatif au vieux Drury.

La compagnie du gaz aurait, dit-on, l'intention d'acheter le théâtre St. Charles à la vente qui en sera faite du sheriff prochainement. L'édifice serait entièrement réparé, l'intérieur changé, la scene et les planches renouvelées et toute la salle repeinte et ornée.

Un artiste distingué serait engagé pour décorer le plafond d'une peinture à fresque et les galeries seraient dorées avec éclat. La compagnie n'éparguerait rien pour en faire un théâtre digne de la faveur publique.

Le vieux Drury serait loué à la nuit, à la semaine, au mois, à des troupes de passage et non à des troupes comédiennes, régulières et permanentes, qui coutent tant d'argent. Avec une restauration pareille et un système d'exploitation d'un caractère toujours passager, il y aurait pour la compagnie moyen d'obtenir un grand succès pécuniaire.

Réclamation contre Dime Gaines.

M. Denis, maire par *interim*, a reçu de Memphis une longue lettre écrite et signée par Margaret Clark, où cette personne dit qu'il y a longues années, le général Gaines emprunta de son mari, William Clark, mort à la Nouvelle Orléans en 1871, une somme de $2000, pour laquelle le général donna en échange huit billets de $1000 chacun. Maintenant, dit la lettre, que Mme Gaines a gagné son procès, elle devrait payer les billets du général avec intérêt, on au lieu d'argent, céder à la créancière un morceau des grandes propriétés qui lui reviennent du chef de son père.

Les procès Gaines.

Dans ces procès décidés par le juge Billings, pendant la dernière session de la Cour de District des E.-U., l'ordre amendé récemment par le juge, accorde, moyennant caution, droit d'appel dans les affaires où E. Sabourin, expert, a estimé la propriété à $5000, réservant aux parties dont les propriétés ont été estimées au-dessous de ce chiffre, la faculté de montrer, dans les 10 jours, que leurs propriétés valent réellement $5000. Il est tout le monde, bien entendu, le droit de contredire le rapport de M. Sabourin.

Bureau de Santé.

Il est mort à la Nile Orléans, pendant la semaine qui a fini dimanche dernier, 29 juillet, 59 personnes dont 11 de la fièvre vérole, 10 de fièvre d'infection, 10 de consomption, 4 d'entérite, 3 du tétanos, 3 de convulsions, 3 de la dysenterie. 40 du sexe masculin, 48 du sexe féminin, 58 de race blanche, 31 de race de couleur.

L'ANCIENNE ET FIDELE VOIE DE JACKSON.

TOUJOURS LA PREMIÈRE.

Cette ancienne voie favorite des voyageurs a été grandement améliorée; ses rails sont en acier, elle a de nouveaux ponts de fer et de nouveaux wagons. Les trains y circulent maintenant avec autant de régularité que de rapidité. Ils se rellent avec exactitude aux convois des autres lignes. C'est le chemin le plus court et le meilleur vers l'est par Louisville et Cincinnati.

Ceux qui font des voyages de plaisir peuvent, en prenant cette route, aller par Chicago et le Canada, ou par Buffalo et les chûtes du Niagara, à New-York et aux villes de bains du Nord, au même prix par Louisville ou par les lignes de la Géorgie et de la Virginie.

Il y a en vente maintenant, au Bureau du chemin de fer de Jackson, rue du Camp No 22, sous le Grand Hôtel, des billets d'excursion et de touriste pour tous les principaux lieux de rendez-vous dans l'Est, le Nord et le Nord-Ouest, par toutes les voies désirables.

Il n'y a qu'un changement de wagon entre la Nile-Orléans et New-York et les autres villes de l'Est. Pas de changement entre Chicago, Cincinnati, Louisville et la Nile-Orléans, ou de St. Louis à la Nile Orléans.

Tous les trains ont des palais-dortoirs.

Prenez donc l'ancien chemin de Jackson.

— No. 2.—

Un bon conseil.—On vous dit tous les jours dans les colonnes des journaux et votre pharmacien vous le répète, d'employer pour votre dyspepsie ou votre affection de foie quelque remède dont vous ne connaissez rien, vous dépensez inutilement beaucoup d'argent, et vous vous êtes découragé. Or, pour vous prouver d'une manière concluante que Green's August Flower vous guérira de votre dyspepsie ou de votre affection de foie, avec toutes ses conséquences, telles que : algreurs, migraines, constipation, insomnie, palpitation de cœur, rapport, sentiment de plén